



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/030 du 28 février 2023
de mise en demeure à l'encontre de la société DELISLE, pour son site sis Route de
Provins, Zone Industrielle sur la commune de LA FERTE-GAUCHER (77320)**

**LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE
Officier de la Légion d'honneur**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et son article L. 171-8,

VU le décret du président de la république du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe),

VU l'arrêté préfectoral n°22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

VU l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 régissant les activités du site DELISLE,

VU l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport n°E/23-0203 du 06 février 2023, et les propositions de l'inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre la société DELISLE en demeure pour son site sis Route de Provins, Zone Industrielle, sur la commune de LA FERTE-GAUCHER (77 320),

VU le courrier préfectoral n°E/23-0202 du 06 février 2023, transmis à la société DELISLE, relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet de mise en demeure,

VU les absences d'observation de l'exploitant dans le délai de 15 jours fixé par le courrier du 06 février 2023 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 6.5 de son arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 concernant les conditions d'isolement de son site de La Ferté-Gaucher en cas de déversement accidentel,

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 1.6.1, 21 et 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/17 concernant la mise à jour du plan des réseaux du site, les consignes d'isolement du site en cas de déversement accidentel, le plan de défense incendie de son site de La Ferté-Gaucher,

CONSIDÉRANT que ces non-conformités ont déjà été relevées dans le rapport de suite d'inspection n°E/19-1431 du 17 mai 2019 et dans le rapport de suite d'inspection n°E/21-1254 du 5 juillet 2021,

CONSIDÉRANT l'absence d'éléments de réponse satisfaisants transmis par la société DELISLE sur ces non-conformités,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 et l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisés;

CONSIDÉRANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne :

ARRÊTE

Article 1 : – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société DELISLE, dont le siège est situé route de Provins, Zone Industrielle, sur la commune de La Ferté Gaucher (77320), pour son site sis à la même adresse, est mise en demeure de respecter **dans un délai de trois mois** :

- les dispositions de l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 10 janvier 2001 en installant un système (vanne, ...) permettant de maintenir les effluents liquides sur le site et empêcher leur acheminement vers le réseau d'eau communal, notamment en cas de déversement accidentel,
- les dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en transmettant un plan à jour des réseaux d'alimentation en eau et de collecte des effluents,
- les dispositions de l'article 21 de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en rédigeant une consigne relative à la conduite à tenir afin de maintenir les effluents liquides susceptibles d'être pollués sur le site et empêcher leur acheminement vers le réseau communal, notamment en cas de déversement accidentel.
- les dispositions de l'article 23 (sauf le premier alinéa) de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en transmettant un plan de défense incendie comportant les éléments prévus par cet article.

Article 2 : – SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : – INFORMATIONS DANS L'ETABLISSEMENT

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 5 : – INFORMATIONS DES TIERS

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : NOTIFICATION ET EXÉCUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de La Ferté-Gaucher,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Ile-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 28/02/2023

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
La Directrice empêchée,
L'Adjointe à la cheffe de l'Unité
départementale de Seine-et-Marne



Kim LOISELEUR

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE);
- le Sous-Préfet de PROVINS,
- le Maire de LA FERTE GAUCHER,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

